

TIARET

Les secteurs de l'enseignement supérieur et de la santé se renforcent en structures

Les secteurs de l'enseignement supérieur et de la santé dans la wilaya de Tiaret connaîtront, durant l'été prochain, un renforcement certain en termes de structures, si l'on tient compte de l'état d'avancement de projets y afférents lancés depuis quelque temps.

Ainsi, il est prévu la réception de pas moins de 3 000 places pédagogiques et une résidence de 1 000 lits, de quoi désengorger la saturation enregistrée dans les actuelles cités.

Selon une visite de travail menée récemment sur terrain, il a été question d'ouverture de nouvelles voies

dont celle menant du pôle universitaire de Karmane jusqu'au siège du nouveau rectorat sur une distance de 600 mètres. La Faculté des sciences humaines, située sur la route de Frenda, sera quant à elle concernée

par une extension de 4 000 places pédagogiques dont 1 000 seront prêtes avant le début de la rentrée universitaire prochaine et 1 000 autres à la fin de l'année 2015.

S'agissant de l'assiette foncière dédiée au projet, l'on saura qu'une partie sera prise à partir du terrain appartenant à l'Entreprise nationale de fonderie (ENF), ce qui permet d'ouvrir une voie parallèle à celle

menant à la zone industrielle et par ricochet à la voie d'évitement de Aïn Guesma en attendant la construction d'une trémie à l'entrée de la ville.

De son côté, le secteur de la santé connaîtra lui aussi une expansion avec le lancement de plusieurs opérations constituant un pôle sanitaire par excellence du côté du complexe mère-enfant actuellement en phase d'achèvement. Ce projet sera

entouré d'autres infrastructures telle le centre anti-cancer et une annexe de l'institut Pasteur, le tout relié par des voies et des passages souterrains dont l'étude technique a été confiée à la direction de l'urbanisme et de la construction en coordination avec les secteurs concernés, à savoir les travaux publics, l'hydraulique, les mines et les télécommunications.

Mourad Benameur

AÏN-TÉMOUCHENT

Plus de 60 recours dans la liste des 106 logements à Hassi-El-Ghella

Suite au mécontentement des citoyens de la localité de Hassi El-Ghella qui n'ont pas bénéficié de logements dans le cadre du programme des 106 logements sociaux, lesquels ont observé un sit-in devant le siège de la commune.,

Les citoyens de Hassi-El-Ghella voulaient ainsi protester contre le fait que leurs noms ne figuraient pas sur les listes des bénéficiaires.

Le maire de cette commune dira que les demandes de logement dépassent de loin le quota de logements attribués à la commune, ajoutant que la quasi-totalité des postu-

lants sont issus de couches défavorisées. Il dira que le nombre des demandeurs a atteint les 1 200 dossiers, ce qui constitue un taux assez élevé par rapport au quota attribué à la commune. Concernant les recours déposés, leur nombre a dépassé les 60 dossiers, tous demandent de revoir les listes des bénéficiaires dont

un grand nombre ne réside pas dans la commune tandis que d'autres demandent qu'une attention soit accordée aux citoyens ayant déposé des dossiers depuis plus de 14 ans, alors que d'autres ayant des familles nombreuses et vivant dans des maisons trop exiguës souhaitent un peu de considération dans l'étude de leur situation. Cependant, d'autres citoyens exigent que ces listes soient annulées en raison des dépassements constatés lors de leur établissement.

Néanmoins, le maire de cette

commune explique que les listes des bénéficiaires de ce programme de 106 unités ont été faites par une commission conjointe avec les services de la daïra, et qu'il est difficile de satisfaire tous les demandeurs de logement avec un petit quota de 106 unités. Il conclura que les concernés sont priés de déposer leurs dossiers au niveau de la wilaya pour une deuxième étude ,en attendant d'autres programmes de logements pour les populations de cette commune.

S. B.

DCP

22 commerces fermés et 160 commerçants devant la justice

Les agents de la Direction de contrôle des prix et de la qualité de la wilaya de Aïn-Témouchent, et à travers leurs activités durant le premier trimestre de l'année en cours, ont procédé à la fermeture de 22 commerces à travers le territoire de la wilaya.

Les motifs de ces fermetures sont liés aux produits non assurés ou d'autres impropres à la consommation, ce qui a causé des diarrhées et même des cancers aux citoyens, raison pour laquelle les différentes brigades des agents de la DCP multiplient les activités pour débusquer les commerçants sans foi ni loi et les pré-

senter devant la justice.

Ainsi, selon une responsable de cette direction, il a été mis en place plusieurs brigades pour vérifier la qualité des produits et marchandises en vue de préserver la santé du citoyen, sur ce, la même responsable dira qu'il y a deux personnes qui ont eu des intoxications alimentaires du

fait qu'elles ont consommé un plat préparé à la maison et ce plat n'a pas été conservé comme il se doit. Sur un même registre, il a été enregistré 1 784 interventions durant le premier trimestre de cette année au cours desquelles, il a été enregistré 169 contraventions à l'encontre des commerçants pour des motifs relatifs à la qualité des produits ou aux activités commerciales,160 parmi eux ont été déferés devant la justice.

Concernant le bilan des activités des agents de la DCP, il a été procé-

dé à la saisie et à la destruction de 202 kilogrammes de divers produits avariés ou périmés entre autres viandes rouges, viandes blanches, pâtisseries et produits de maquillage.

Le coût global des produits est de 105 000 DA comme mesure préventive pour des produits périmés ou absence de prix pour certains produits alors que 22 commerces ont été fermés par mesure administrative vu que leurs propriétaires ne possédaient pas de registre de commerce.

S. B.

NAÂMA

Résultats probants à travers le n° Vert 1100

Près de 480 appels téléphoniques ont été reçus durant le premier trimestre 2015, à travers le n° Vert gratuit 1100 des services des collectivités locales de la wilaya de Naâma.

Un centre d'appels mis en service, rappelons-le, en début de cette année, par M. Tayeb Belaïz, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, afin de lutter tous azimuts contre la bureaucratie et

poursuivre les réformes et l'amélioration du service public. Quelque 277 cas ont été pris en charge, alors que d'autres sont en cours de régularisation. La quasi-totalité des appels a concerné en premier lieu : le chôma-

ge, le logement, alors que d'autres sont liés à des régularisations, ou encore à des aménagements urbains (éclairage, eau, gaz de ville, etc.).

Par ailleurs, tous les plaignants ont été informés des suites réservées à leurs préoccupations dont certains ont été dans l'immédiat orientés vers les services concernés pour un éventuel traitement de leurs doléances,

sauf trois cas non fondés qui ont fait l'objet de non-recevabilité, a-t-on appris. Notons enfin, que depuis sa mise en ligne et en l'espace de trois mois d'évaluation, ce centre à numéro unique 1100 décentralisé à travers les wilayas du pays, a donné des résultats probants, a-t-on indiqué encore.

B. Henine

Guerre des gangs à Oran

Dans la nuit de mercredi à jeudi, l'agglomération de Sidi-El-Bachir, à la sortie est d'Oran, mais rattachée à la commune de Bir-El-Djir, a connu des événements violents se traduisant par l'incendie d'une grande partie du marché sis à l'îlot Bendaoud 2.

Un tiers des box et des tables ainsi que des marchandises s'y trouvant ont été détruits par les flammes, résultats de règlements de compte opposant deux gangs qui se sont donc affrontés autour du marché et qui semblait être la cible.

Et pour cause, cette agglomération où règne une insécurité endémique, et où vivent près de 40 000

habitants, est depuis plusieurs années reconnue comme l'un des points noirs en matière de sécurité à cause des bandes de voyous qui y sévissent. Depuis un an, ce sont deux gangs qui, de manière cyclique, s'affrontent, entre guerre de territoires, d'influence, agressions, intimidations et se répondent par des représailles respectives avec une

population coincée au milieu. Mais cette fois-ci, la situation a pris des proportions alarmantes avec cet incendie du marché et des habitants qui se sont terrés chez eux. Le lendemain, il se dit encore que des membres de gangs probablement à la recherche «de leurs ennemis» n'ont pas hésité à barrer la route aux bus desservant cette agglomération et d'y monter à la recherche de quelqu'un ou de quelque chose.

Un climat de peur règne depuis, en dépit des renforts de la gendarmerie qui, depuis le jeudi, est position-

née dans le quartier et autour. Des arrestations et la saisie d'armes blanches ont été effectuées par les gendarmes alors qu'aucun bilan officiel n'a été rendu sur le nombre des arrestations et des blessés.

Quant aux paisibles citoyens, ils en appellent aux autorités pour une présence plus grande des forces de sécurité et pour améliorer le cadre de vie de cette agglomération livrée à elle-même, et qui n' a cessé de grossir depuis les années 1990 en plein terrorisme.

Fayçal M.

MOSTAGANEM

Une mauvaise note tue une étudiante

K. Fatima, âgée de 23 ans, étudiante en 2^e année master dans la Faculté des sciences sociales et humaines de l'université Abdelhamid-Ben-Badis, est décédée des suites d'un malaise cardiaque. Il semblerait qu'après avoir pris connaissance de sa mauvaise note à l'examen, la jeune fille s'est sentie mal en point et décide de rentrer chez elle à Sour avant de perdre connaissance. Ses parents ont tenté de la réanimer, les secours prennent le relais et lui prodiguent les soins nécessaires, mais la jeune fille est déclarée morte quelques minutes plus tard.

Le décès de la jeune fille a eu un impact émotionnel fort, notamment sur ses camarades de cours, c'était très dur.

A la suite de ce fait tragique, les étudiants mécontents se sont rassemblés devant le DPT de la faculté et l'ont même fermée pour protester contre les notations des professeurs, considérées sévères.

A. B.

Victime d'un arrêt cardiaque en plein cours

Choc, ce mercredi après-midi au lycée Zerrouki-Cheikh-Bennedine de Mostaganem : un élève de 18 ans, D. Abdelmouhim, scolarisé en classe de terminale, a fait un malaise cardiaque en plein cours d'histoire lorsqu'il s'est écroulé dans l'enceinte de l'établissement.

Les secours, alertés en urgence par l'administration, sont arrivés immédiatement sur les lieux mais ne sont pas parvenus à sauver l'adolescent dont le décès a été prononcé par les urgentistes de l'UMC.

Dès l'annonce du drame, tous les cours ont été annulés dans l'établissement, et devant le portail du lycée, les élèves rassemblés faisaient part de leur étonnement et du choc provoqué par la mort de ce jeune lycéen.

L'élève n'avait pas d'antécédent médical.

A. B.